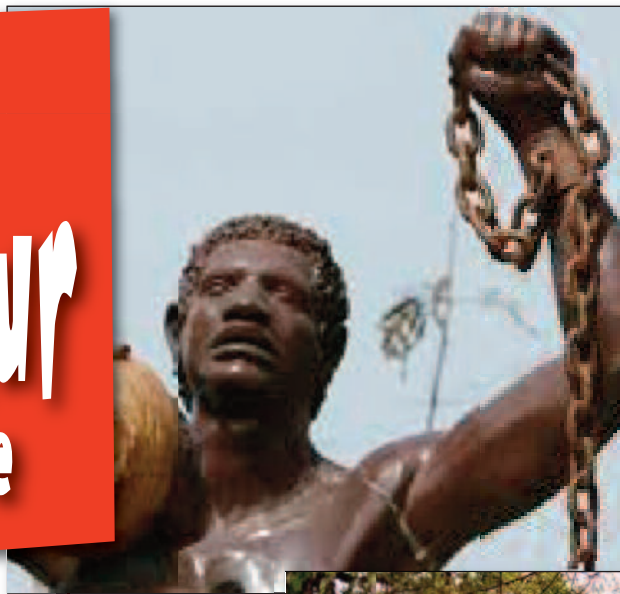


Le Travailleur du Lot-&-Garonne



« Un peuple qui
oublie son passé
est condamné
à le revivre! »

Sommaire

en bref p 2 et 3

Contre l'homophobie - Palestine et Europe
- Pétanque solidaire - Couscous - Devoir
de mémoire - Naissances -

à mon avis p 3

actu p 4 à 6
Europe - Front national - Mutualisation
des services

Idées p 6

Néocolonialisme

locales p 7

Marmande - Aiguillon - Canton de Lauzun

culture p 8

Salon du livre de Villeneuve-sur-Lot

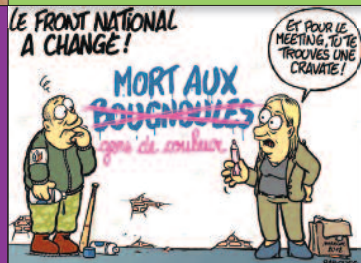


Mutualisation Attention danger



Europe Un vote décisif

Front national Non à la banalisation



Villeneuve s/Lot Salon du livre

16, 17 et 18 mai VILLENEUVE-SUR-LOT
Hôtels nationaux

Salon 2014 DU livre

Histoires d'

IMAGES

Littérature - BD - Jeunesse

Naissance

Je suis très heureuse de vous annoncer la naissance d'un petit Titouan chez Samuel et Émeline. Après ces derniers temps difficiles, c'est un vrai bonheur de l'accueillir... ■

Élisa **Pontoni**

Journée contre l'homophobie

La loi sur le mariage pour tous, adoptée au nom du principe universaliste d'égalité des droits, ne doit pas servir aujourd'hui d'écran de fumée sur tous les renoncements du président envers la gauche, les classes populaires et les droits sociaux. Sur le terrain même des libertés et des droits civils, le gouvernement accumule depuis un an les renoncements envers les personnes LGBT (sur la PMA pour les lesbiennes, sur les droits des familles dans leur diversité à travers la réforme de la filiation sociale, sur la liberté d'autodétermination de son genre...). Ces reculades sont aggravées par le tournant droitier du Premier ministre et sa politique « d'apaisement »

avec le Vatican et les milieux catholiques traditionalistes, mais aussi par les politiques d'austérité actuelles sur les questions socio-économiques (coupes budgétaires dans la lutte contre le VIH ou dans les subventions aux associations) cumulée à la montée des mouvements homophobes et réactionnaires depuis les mobilisations « *la manif pour tous* » qu'ont encouragés les atermoiements du gouvernement... Un stand sera tenu par l'association lot-et-garonnaise « *Ecce Homo* », place Wilson à Agen, tout l'après-midi du samedi 17 mai. Cette journée a pour but de promouvoir des actions de sensibilisation et de prévention pour lutter contre l'homophobie, la lesbophobie, la bi phobie et la transphobie. Contact: Jonathan au 06 89 35 45 60. ■

Comité Palestine 47

Au sein de l'Union européenne, les parlementaires peuvent et doivent jouer un rôle important pour le respect du droit international par Israël et la mise en place d'un État palestinien souverain d'un seul tenant dans les frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, afin d'aboutir à une paix juste et durable entre Israël et la Palestine. Le comité Palestine 47, au travers de ses deux coprésidents, Carol Dubois et Simon Charbonnier a adressé un courrier aux candidats aux élections européennes sur les

positions qu'ils défendront au Parlement européen. Plusieurs sujets majeurs sont abordés par l'association: la coopération UE-Israël, les relations commerciales et financières avec les colonies, les destructions d'infrastructures financées par l'UE, la levée du blocus de la Bande de Gaza et la continuité territoriale entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie. ■

Meeting Toulouse

mardi 20 mai - 20h00

Avec Jean-Luc **Mélenchon** et Marie Pierre **Vieu**.

Trajet en bus:

Villeneuve (porte Paris) - 18h00

Agen (autoroute) - 18h45

Inscription au **05 53 66 98 10**.

Participation libre. ■

Couscous

samedi 24 mai - 20h00
Réaup - salle des fêtes

Organisé par les Amis de la fête de l'*Humanité*, Ambiance musicale avec Adrien et Mathis.

Au menu: petit vélo, couscous royal, vin, pâtisseries, café, thé à la menthe, armagnac

Réservations: **05 53 97 22 58 - 05 53 65 28 19**. ■

Casteljaloux Assemblée du SPF

Le comité de Casteljaloux du Secours populaire tiendra son assemblée générale: **mercredi 21 mai 2014**

Mémoire

LANACR de Nérac propose l'exposition: le Conseil national de la Résistance et son programme « *Les jours heureux* » (association Valmy, prêté par le pôle mémoire et archives d'Agen) du 14 au 23 mai à la salle des Écuyers. De plus, une conférence aura lieu samedi 31 mai à la médiathèque de Nérac sur le thème: « *À la conquête des jours heureux* ». Elle sera animée par Danielle Darquié, enseignante, membre du bureau de l'ANACR 47. ■

Lysiane **Chantre**

18h30 - salle Jean Monnet

Au programme rapport d'activités de 2013, approbation des comptes, affectation des résultats et quitus à la trésorière, point sur le premier semestre 2014, orientations et projets 2014-2015.

Fête des mères

dimanche 18 mai
9h30 - 18h00 - non-stop

(cadeaux, déballeage, bric-à-brac, vestiaire: collection été) Secours Populaire, Rue Robert Celles. ■

Régine **Pelerin**

Orphelinat national des chemins de fer 110 ans de solidarité

Les cheminots organisent un concours de pétanque solidaire en faveur de l'orphelinat national des chemins de fer (ONCF)

ONCF - 1904-2014: 110 ans de solidarité

En 1903, sous le régime de la loi sur les associations de 1901, des militants du syndicat national des chemins de fer, désireux de venir en aide moralement et matériellement aux orphelins des employés et ouvriers des réseaux, prévoyaient la constitution d'un orphelinat. L'idée fit rapidement son chemin et devint une réalité l'année suivante.

Au congrès de mai 1904, l'orphelinat syndical, tel était alors son nom, était créé et le journal officiel des 15 et 16 juillet de la même année consacrait son existence. Dès ses débuts, il compta 481 adhérents et secourut presque aussitôt 12 pupilles. L'œuvre qui prendra le nom d'« *orphelinat national des*

chemins de fer de France » se développa rapidement. Tout au long de ses 110 ans et en fonction de l'évolution de la société, mais également du monde ferroviaire, du paysage syndical, l'ONCF s'est adapté aux besoins de ses pupilles. Il comptera ainsi quatre orphelinats, dont le dernier sera fermé en 1985. Il recueillera 62 pupilles espagnols victimes du fascisme en 1939, comme elle accueillera des orphelines vietnamiennes victimes du long conflit de leur pays. L'ONCF développe désormais des actions de solidarité (études, handicap), de culture, de vacances (en France et à l'étranger), envers les pupilles, grâce notamment à un partenariat avec le CCE-SNCF, mais aussi vers l'international (soutien pour le Noël des enfants de mineurs britanniques en grève contre Thatcher en 1985). L'association est également propriétaire d'une maison d'accueil depuis 1996 à

Montreuil, ce qui favorise l'hébergement des pupilles étudiant en Région parisienne et de ses adhérents séjournant sur Paris. En 1998, elle devient copropriétaire, avec la CGT cheminot, du chalet Pierre Sémard dans la vallée de Chamonix, ce qui permet, notamment des lieux de séjour aux pupilles handicapés. En 2001, le conseil d'administration, pour répondre à des besoins identifiés et ponctuels des pupilles, le conseil d'administration décide la création d'un fonds spécial de solidarité. Le 8 juillet 2014, l'ONCF qui ne vit que de la solidarité de ses adhérents (cotisation mensuelle, bons d'entraides, agendas, dons, manifestations) fêtera ses 110 ans. À l'ONCF, 50 582 adhérents sont comptabilisés aujourd'hui. En Lot-et-Garonne, plus de 150 adhérents en sont membres et, comme chaque année, l'omnisports rail agenais organise en partenariat, **son concours de pétanque le 23 mai 2014 à 17h30 espace P. Limouzi (rue P. Régnier à Agen)**. ■

Francis **Portes**

L'évasion fiscale pour eux, l'austérité pour nous

Un diaporama pour comprendre l'évasion fiscale

On en parle de plus en plus, et c'est tant mieux. L'évasion fiscale reste cependant entourée d'une profonde opacité, ce qui est après tout dans sa nature profonde, mais ne la rend pas plus acceptable pour autant. Pour mieux comprendre ses mécanismes et ses ressorts, le groupe CRC publie un DVD contenant notamment un diaporama commenté par **Éric Bocquet**, rapporteur de deux commissions d'enquête sénatoriales sur le sujet. Avec un fil conducteur: étant donné l'enjeu, des dizaines de milliards d'euros envolés chaque année, les citoyens doivent se mêler de la question pour que ce scandale cesse enfin. **Commande auprès du journal Le Travailleur: letravailleur@orange.fr**

Monflanquin

conférence

vendredi 16 mai

20h30 avec F Rauch

**pour de plus amples détails
consultez le site du PCF47**

lot-et-garonne.pcf.fr

70^e anniversaire du CNR

L'union départementale CGT 47 et l'institut d'histoire sociale CGT 47 organisent une journée d'animations, le jeudi 22 mai, à l'occasion de la commémoration du 70^e anniversaire de l'adoption du programme du Conseil national de la Résistance (CNR).

14h00: salle Picasso à Agen.

Conférence-débat sur l'œuvre d'Ambroise Croizat et du CNR avec Michel **Etievent** (journaliste, écrivain, historien)

18h30: aux montreurs d'images: **buffet** (inscription obligatoire à l'UD).

20h30: **projection** du documentaire aux montreurs d'images « Les Jours Heureux », suivi d'une rencontre avec le réalisateur Gilles **Perret**. ■



Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France

directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef: **Nicolas Lucmarie** - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane Chantre Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**
18, rue 00

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01
letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 2^e trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

à mon
avis

Faire vivre l'Histoire

Mai est scandé par des commémorations et dates anniversaires: 1^{er} Mai, 8 mai avec la Libération, 10 mai pour l'abolition de l'esclavage, 27 mai journée nationale de la Résistance... Des cérémonies officielles sont organisées pour conserver, dans la conscience nationale, ces événements collectifs. Pour qu'ils conservent un sens, il faut se donner les moyens de faire vivre l'histoire sans affaiblir son contenu, faute de quoi ils ne constituent plus qu'un simple découpage du calendrier. Le travail de mémoire est d'autant plus important que la méconnaissance du passé, associée à la crise économique, sociale, celles des institutions politiques, demeure un des facteurs majeurs de résurgence des idées ultranationalistes, xénophobes, racistes et antidémocratiques. La situation politique qui voit le Front national banalisé et surmédiatisé, la droite se radicaliser et la gauche gouvernementale aller de renoncements en renoncements, oblige à plus de vigilance encore quant à l'usage de la mémoire. Si l'on ne peut faire de lien direct avec les années trente, méfions-nous de toutes les dérives actuelles: attaques contre C. Taubira, remise en cause de la journée commémorant l'abolition de l'esclavage, montée des populismes en Europe, détournement des valeurs de la Résistance par le FN et la droite... La transmission d'une mémoire vivante aux générations contemporaines et futures de ce que fut la réalité du fascisme au pouvoir, de ce à quoi conduisirent les idées xénophobes répandues alors et les mesures liberticides qui les accompagnèrent, fait partie intégrante de notre combat politique. Ceci est nécessaire pour faire échec à ceux qui, aujourd'hui, essaient de les masquer en falsifiant l'histoire. En Lot-et-Garonne, participons, associons-nous à toutes les initiatives qui concourent à la connaissance de cette période à laquelle la France doit tant! ■

Nicolas Lucmarie

Mutualisation des services **attention danger!**

À l'occasion des élections municipales qui comportaient également celles des conseillers communautaires, de nombreux candidats, de droite notamment, ont évoqué la question de la mutualisation des services. C'est le cas du maire d'Agen et président de la CAA qui a proposé la fusion des services de la ville d'Agen et de l'agglomération.

Mutualisation: quel cadre?

Sans surprise, la mutualisation s'inscrit dans une volonté de faire des économies même si elle est encouragée sous couvert de « rénovation et de modernisation des services publics ». Sous N. Sarkozy, on parlait de révision générale des politiques publiques (RGPP), avec F. Hollande, on parle de modernisation de l'action publique. Si le vocable change, l'esprit reste le même: économiser.

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation

des métropoles, dite loi MAPAM invitent les élus à aller le plus loin possible dans ce sens avec, à la clé, des dotations de l'État qui seront fonction du degré de mutualisation; c'est le principe de la carotte et du bâton. Les intercommunalités devront présenter un schéma de mutualisation aux communes, même si aucune sanction n'est prévue si ses prescriptions ne sont pas mises en œuvre; des pénalités financières sont à prévoir.

La mutualisation telle qu'elle est pensée et imaginée actuellement fait peser une menace sur l'emploi public.



Une menace sur l'emploi public

La menace est, d'une part, quantitative et concerne le nombre des effectifs. Elle est, d'autre part, qualitative et peut agir sur les conditions de travail des agents. En effet, il existe un risque de créer des disparités entre les droits sociaux des agents. La question de l'harmonisation des droits, au moment du transfert des agents, se pose. De plus, elle n'est envisagée que sous l'angle des économies d'échelle en favorisant, à terme, l'externalisation des services.

Quid des citoyens et des salariés?

La question de la mutualisation

ne peut en rester au stade des conseils communautaires, assistés de cabinets spécialisés (comme le prévoit le maire d'Agen). Les usagers-citoyens doivent être associés à l'évolution des collectivités et de leur service public. La démocratie de proximité, donc l'échelon communal, reste l'échelon le plus important. L'enjeu se place aussi au niveau de la démocratie sociale. Les personnels doivent être consultés avec leurs organisations syndicales. Cela ne doit pas se résumer à la consultation des comités techniques paritaires. Une véritable association des personnels et de leurs syndicats doit exister, en amont et tout au long du processus. ■

Commémoration du 8 mai 1945 **Le Front national n'est pas le bienvenu**

Le 8 mai fut l'occasion, comme chaque année, dans tout le département, de commémorer l'anniversaire de la victoire des peuples, des forces militaires alliées et de la Résistance, aux dépens de l'Allemagne nazie, le 8 mai 1945.

À Agen, qui a vu l'entrée au conseil municipal de trois élus frontistes, Hélène Collet, leur chef de file, se trouvait en bonne place, dans le carré officiel au milieu des représentants des associations d'anciens combattants, de la mémoire de la Résistance et de la déportation. Elle déclarait dans la presse, il y a quelques semaines, que ses parents militaient à l'Action française (mouvement nationaliste d'extrême-droite) et que cela lui avait donné le goût de la politique. Sa présence ne semble avoir ému personne. Pourtant, voir une élue appartenant au FN devant une stèle en l'honneur des résistants, des militaires tombés dans le combat contre le nazisme questionne au minimum. Pour ma part, cela me révolte. Non, le FN n'est pas un parti comme

les autres. Depuis sa création, il a toujours combattu les valeurs de la Résistance, le programme du Conseil national de la Résistance, ses acquis sociaux et démocratiques qui ont modelé notre système social.

Sous le vernis

Avec le concours des médias, la complaisance d'une partie de la classe politique et sous la direction de la fille Le Pen, il tente de camoufler sa véritable filiation historique avec l'extrême droite des années 1930. Celle-là même qui a apporté son soutien en 1941 au régime de révolution nationale de Pétain et à sa collaboration avec l'occupant nazi. Dans notre département, l'opération de « dédiabolisation » comme l'on a coutume de dire, se caractérise par la mise en avant de jeunes candidats (Bousquet-Cassagne à Villeneuve-sur-Lot, Delbosq au Passage-d'Agen, Gay à Marmande). Un casting qui irait de pair avec un renouvellement des idées; pour autant, le cœur de la pensée frontiste demeure: priorité nationale, sécuritarisme, anti-mondialisme... Le FN dans sa version Marine, joue toujours sur les mêmes ressorts, la peur, la stigmatisation de l'autre, de l'étranger, pour capter un électorat bousculé par la crise. La « préférence nationale » n'a pas disparu, elle est ripolinée sous la forme de « priorité nationale » qui reste profondément contraire aux principes de la République et de la Constitution française. Oui, il y a une inclinaison sociale dans le discours lepéniste mais elle agit comme un leurre. Sous le vernis, le Front national se nourrit toujours du

Les élections européennes se dérouleront dimanche 25 mai en France. Les électeurs des 28 pays membres de l'Union européenne vont choisir les 751 députés qui les représenteront au Parlement européen pour cinq ans. Elles sont décisives: la majorité des lois nationales dépendent de l'Union européenne, le droit européen a priorité sur le droit national et les budgets des États sont sous contrôle de la Commission européenne, sous peine de sanctions!

Élections européennes Des enjeux décisifs pour les peuples

Conformément aux traités approuvés par l'UMP et le PS, le FMI, la Banque centrale européenne et la Commission européenne imposent l'austérité au profit des banques et des grands groupes privés, en obligeant les États à réduire leurs déficits publics, dus au chômage, au détriment des services publics et des besoins des peuples. Le traité de libre-échange transatlantique

avec les USA, actuellement négocié en secret par les dirigeants de l'Union européenne, soutenu par la droite et le PS, va aggraver cette situation et consacrer l'ultra libéralisme économique.

Parlement actuel

Actuellement, suite aux élections de 2009, le Parlement européen est majoritairement détenu et cogéré par la droite (271 députés dont ceux de

l'UMP) et les socialistes sociaux-démocrates (190 députés dont ceux du PS). Les Verts européens (dont Europe écologie les Verts, qui fait souvent alliance avec le PS au Parlement) ont 58 députés. La gauche radicale et antilibérale européenne (dont fait partie le Front de gauche) compte 37 députés. Les « non inscrits » rassemblent 31 députés (dont Marine et Jean-Marie Le Pen, et Bruno Gollnisch).

Le Front de gauche

Pour ces élections 2014, le Front de gauche présente des listes communes par région (PCF, PG, GU, mouvement

Ensemble), avec pour slogan « **Rompre, fonder une autre Europe** ». Cette année, les résultats de ce scrutin auront aussi une influence directe sur le choix du président de la commission européenne: pour cette présidence, le candidat de la gauche radicale et antilibérale, soutenu par le Front de gauche, est Alexis Tsipras, leader du mouvement grec Syriza.

La droite présente Jean-Claude Juncker; les socialistes et sociaux-démocrates, Martin Schulz, membre du parti social-démocrate allemand (SPD), et actuel président du Parlement européen. ■

L'UE actuelle

L'Union européenne (UE), regroupe 28 États (plus de 500 millions d'habitants). Plusieurs pays sont membres de l'UE mais n'ont pas rejoint la zone euro, constituée en 1999. La Suisse et le Liechtenstein ne font pas partie de l'Union européenne.

Les pays de la zone euro (plus de 300 millions d'habitants): Allemagne, France, Italie, Autriche, Belgique, Finlande, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Espagne, Portugal, Grèce (depuis 2001), Slovaquie (depuis 2007), Chypre et Malte (depuis 2008), Slovaquie (depuis 2009), Estonie (depuis 2011), Croatie (depuis juillet 2013).

(suite page 6)

racisme, de la xénophobie, de la haine de l'autre, de la discrimination sociale et de l'antisindicalisme. M^{me} Collet, lors des élections législatives, appelait les enseignants à se libérer des « *syndicats marxistes* ».

Le détail de l'Histoire

Jean-Marie Le Pen est encore aujourd'hui le président d'honneur du FN. Au cours de l'émission du « *Grand Jury* » du 13 septembre 1987, il déclarait qu'à ses yeux les chambres à gaz, dans lesquelles des millions de juifs ont péri, étaient « *un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale* ». Condamné en justice pour ces propos, il les avait réitérés en 1997 en Allemagne, puis à nouveau en avril 2008 dans le magazine Bretons et en mars 2009 au Parlement européen.

Jacques Varin, président de l'ANACR, précise ainsi: « *nous avons un gros travail d'explication et de clarification à faire, pour démasquer la tartufferie de ceux qui n'hésitent pas à se servir des mots de la Résistance pour en trahir l'esprit, qui, comme Marine Le Pen, vont s'acoquiner à l'étranger, notamment en Allemagne et en Autriche avec des néonazis, et refusent de condamner les outrances verbales*



de Jean-Marie Le Pen, anciennes et récentes. »

Devoir de mémoire

La commémoration du 8 mai 1945 est un temps important pour notre pays car il permet de se souvenir, ensemble, des faits marquants de notre histoire mais surtout de se prévenir de leurs répétitions. Se souvenir, ensemble, mais pas en lissant les faits, en gommant les aspérités dans une cérémonie béate. Rappeler cette triste mémoire, celle de la guerre, de l'holocauste, de la déportation, de la Résistance nous oblige à rester vigilant en dénonçant les mécanismes, encore entretenus par des groupes politiques, qui ont conduit à ces horreurs. Sans faire de raccourci, de caricature, soyons vigilants à toutes les dérives: racisme, xénophobie, homophobie, antisémitisme... et

rappelons que cette date commémore la victoire contre « *une conception du monde antidémocratique qui repose sur la discrimination raciale et ethnique* ».

Le 27 mai prochain, dans toute la France et pour la première fois officiellement (par la loi du 19 juillet 2013), sera la journée nationale de la Résistance. ■

Nicolas Lucmarie

(suite de la page 5) **L'UE actuelle**

actu

Les pays hors zone euro (qui ont gardé leur monnaie nationale) : Angleterre, Suède, Danemark, Norvège, Bulgarie, République tchèque, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Pologne, Roumanie.

● **les 3 institutions : conseil, commission, parlement**

Le conseil et la commission sont les institutions décisionnaires qui font la politique de l'Europe. Ils ne sont pas élus démocratiquement par les peuples. Seul le Parlement est élu démocratiquement au suffrage universel direct mais il a des prérogatives réduites.

● **le Conseil européen** dirige l'Europe. Il est composé des chefs d'État ou de gouvernement. Il fixe les politiques générales. Il est présidé par Herman Van Rompuy (Parti démocrate chrétien).

● **la Commission européenne** siège à Bruxelles. Elle est la « gardienne des traités » et veille à leur application. Elle a le quasi-monopole des lois et directives, en matière d'union douanière,

commerce, concurrence, préservation des ressources biologiques de la mer, politique agricole, marché intérieur, monnaie unique. Elle est composée de 28 commissaires proposés par le président de la Commission européenne et les États.

La commission européenne a droit de contrôle sur les budgets nationaux de chaque pays et sur leur conformité aux traités, sous peine de sanctions des États par la Cour européenne de justice. Le président de la commission européenne est le Portugais Manuel Barroso, Parti social-démocrate de centre droit (PSD).

● **Le Parlement** siège à Strasbourg. Il est composé des 751 députés (chiffre variable) en poste pour 5 ans. Il vote les lois et directives élaborées par la Commission européenne mais il a des compétences réduites : certains domaines sont de la compétence exclusive de la Commission européenne. Le Parlement est actuellement présidé par le socialiste allemand Martin Schulz, membre du Parti social-démocrate (SPD). ■



Il y a matière à réflexion **Néocolonialisme**

une trentaine d'interventions militaires françaises depuis 1962

Le pays européen qui est intervenu le plus souvent, c'est la France. S'agissant de l'Afrique, on se souvient de la guerre du Rif, au Maroc (1925-1926), des massacres de Sétif (1945) et de Madagascar (1947), de la terrible et désastreuse guerre d'Algérie (1954-1962) et il ne faut pas oublier la guerre d'Indochine (1946-1954) qui s'est terminée par la défaite de l'armée française à Dien Bien Phu.

La domination néocoloniale depuis 1962

Depuis 1962 (fin de la guerre d'Algérie) une trentaine d'interventions françaises ont eu lieu en Afrique, causant la mort de dizaines de milliers d'Africains, que ce soit sous de Gaulle, avec des gouvernements de droite ou de gauche.

Ces opérations militaires n'ont jamais eu pour objectifs d'aider les peuples d'Afrique, mais bien de servir les intérêts des grandes entreprises françaises qui, là-bas, ont pillé les matières premières et exploité la main-d'œuvre. Et elles continuent de le faire aujourd'hui.

Ces opérations militaires ont toujours été dirigées contre des mouvements populaires, sous prétexte de « maintien de l'ordre », comme ce fut le cas au Sénégal (1962), au Gabon (1964), au Tchad (1968-1972), à Djibouti (1977), au Zaïre (1977), au Togo (1986), au Gabon (1990), en Centre Afrique (1997 et 2014).

Des corps expéditionnaires français se sont installés dans de nombreux pays, notamment en Mauritanie (1977), au Zaïre (1983),

au Rwanda (1997-1998), au Congo (1998), en Côte d'Ivoire (2002), au Mali (2013), en Centre Afrique (2014).

Ainsi, depuis l'accès à l'indépendance des anciennes colonies françaises, ces pays sont spoliés indirectement par des féodalités industrielles et financières françaises avec la complicité de dirigeants et d'une partie de la bourgeoisie autochtones. Si cette politique néocoloniale a profité aux multinationales, c'est le peuple français qui en a payé le coût. Différentes sources estiment que, depuis 1962, 25 à 30 % du budget militaire ont été consacrés à des opérations à l'étranger.

La réputation et l'honneur de la France en ont souffert

La politique coloniale de la France, prolongée par une domination néocoloniale, a gravement porté atteinte à l'honneur de notre pays, « patrie des Droits de l'homme ». Il n'est pas étonnant, en effet, que la grande majorité des populations africaines entre autres, soit opposée à la présence de troupes françaises en Afrique. Comme l'a dit quelqu'un avant moi : les peuples n'aiment pas les prédateurs étrangers et les « missionnaires bottés ».

Il est essentiel que le peuple français exige le respect de l'indépendance et des intérêts de tous ces pays, ainsi que le retour en France des militaires basés à l'étranger. Nous en reparlerons dans un prochain article. ■

Edmond **Coëdelo**

Marmande

La droite UMP à l'offensive

Quinze jours après l'installation du nouveau conseil municipal UMP de Marmande, le maire, après avoir expliqué que seule les compétences seraient conservées, a débarqué la directrice générale des services. Cette dernière manifestait pourtant un grand sens du service public et son travail était très pointilleux... Ceci ne peut être considéré que comme une décision arbitraire car, en quinze jours, on ne peut évaluer une telle situation et prendre une décision...

Michel Ceruti

Le personnel visé

Le nouveau maire de la commune de Marmande a décidé d'augmenter de 10 % les indemnités des élus. Il pense à lui. En même temps, il exige que les associations (reconnues d'utilité publique) se serrent la ceinture. (Tiens déjà vu récemment dans certaines municipalités d'extrême droite...). D'entrée, on se sert avant d'être élu au service de la population. Le « *tous ensemble* », lui, il connaît pour faire payer les autres...

Il réunit le personnel communal et annonce la mise en place d'un audit afin de sélectionner les postes de travail où il y aurait trop de personnel (voir article Sud Ouest: il faut faire des économies et réduire de la masse salariale). De plus, le personnel « *devra ne plus faire de politique* » (entendez par là, ne plus faire d'activité syndicale). « *il doit être tenu au secret professionnel* », en somme: « *travaille et tais-toi* ». Cela rappelle une méthode de management « féodal »... Monsieur le maire devrait savoir que depuis cette époque, il y a des droits pour les personnels

Aiguillon

Motion contre l'austérité

Lors du dernier conseil municipal, le 29 avril dernier, le groupe des élus Front de gauche a déposé une motion contre la baisse des dotations. C'est Sylvio Guingan, deuxième adjoint au maire qui a défendu ce texte. Il a dénoncé la nouvelle baisse de la dotation de l'État, estimée à 40000 euros, qui s'inscrit dans la politique gouvernementale d'austérité (moins 11 milliards prévus sur trois ans). Selon les élus Front de gauche, il n'est pas acceptable: « *de faire porter sur les contribuables un effort supplémentaire et ce d'autant plus que l'ensemble des acteurs politiques, du niveau national au niveau local, considèrent essentiel de préserver le pouvoir d'achat des familles* ». Enfin, Sylvio Guingan a demandé la mise en place d'une « *réforme de la fiscalité et au coût du capital, en taxant les revenus financiers des grandes entreprises* ». ■

fonctionnaires et que le droit syndical dans le statut de la fonction publique territoriale fait partie de la profession. Il devra le respecter. La CGT en a vu d'autres et récemment dans certaines municipalités dirigées par l'extrême droite. S'il pense que les personnels avec leur organisation syndicale laisseront faire, cela se saurait. Les salariés (communaux y compris) ne sont pas responsables de la situation actuelle de crise des finances publiques. Les patrons bénéficient, comme si c'était de droit, des exonérations sociales et fiscales (230 milliards d'euros) qui impactent les budgets des collectivités territoriales (diminutions des dotations de l'État par exemple). C'est en s'organisant avec la CGT et en construisant des solidarités avec les salariés marmandais que chacun est plus fort pour faire reculer les décisions de remises en cause des droits, des salaires, des conditions de travail et de protection sociale... ■

Claude Tressos

Canton de Lauzun

Répondre aux besoins

Le canton de Lauzun a la moyenne d'âge la plus élevée du département; la ville la plus peuplée est Miramont-de-Guyenne. J'avais, en tant que candidat aux élections municipales de cette ville, évoqué la nécessité de prévoir la construction d'un foyer logement ou d'agrandir la maison de retraite existante, dans le cadre du service public. En effet, une friche industrielle (ancienne usine à chaussures) existe depuis une vingtaine d'années, en face de l'actuelle maison de retraite, ce qui permet de disposer d'une réserve foncière. Le conseiller général du canton m'a affirmé, levant les bras au ciel, qu'il n'y avait pas d'argent! Pas d'argent? Mais de qui se moque-t-on! Cinquante milliards sont donnés à fonds perdus (ne nous leurrions pas) au grand patronat. Argent qui sera pris dans nos poches et qui affaiblira les services publics. Et l'on ne trouverait pas l'argent nécessaire à la création d'un projet prioritaire pour le canton? À la rentrée prochaine, la section PCF des Coteaux de Guyenne contribuera à impulser une lutte avec la population, sous la forme que cette dernière désirera, afin que ce projet soit pris en compte par la nouvelle municipalité. À quoi servent les élus, à quelque échelon que ce soit, si ce n'est à prévoir et à apporter un mieux-être à leurs habitants? Il est temps que la population sache que c'est elle qui détient le pouvoir: voter ce n'est pas déléguer, c'est aussi participer. ■

Roger Déjean

Salon du livre - Villeneuve-sur-Lot - 16, 17 et 18 mai

« Je suis poète... peut-être, mais c'est vous le poème. »

Présidé par Jean-Claude Carrière, le salon du livre de Villeneuve-sur-Lot sera consacré aux « histoires d'images ». Images au sens propre, avec de nombreux ouvrages sur la photographie et le cinéma. Images au sens figuré, à travers les images symboliques de la femme, du flic, de l'étranger ou encore de la guerre. Un espace sera dédié à la commémoration du conflit 14-18. Des poètes seront également présents. Parmi eux, Rose-Marie Naime présentera son recueil de poésie *A fleurs d'Ailes*. Nous l'avons interrogé sur son travail, ses inspirations et sa vision de la poésie dans la société.

Peux-tu nous parler de ton recueil de poésie ?

Ce recueil est à la fois fragment et couleur de toute une vie : enfance parisienne, blessée aux horreurs de 39/45, puis élevée (au sens d'élévation) et nourrie de l'idéal communiste : une vie meilleure, une société plus juste pour tous. Apprendre très tôt que ce n'est jamais aux « petits » qu'il faut s'en prendre mais à ceux qui accaparent le bien de tous. Enfance ayant aussi découvert pendant ces mêmes 39/45/50, en Pays de Loire, la beauté de la Nature, un éblouissement profond, durable, qui m'a conduite en 1975, après un passage prolongé en Grèce, à venir vivre ici, dans le vert Lot-et-Garonne.

Quels sont tes thèmes de prédilection ?

C'est la vie toute entière (pas seulement la mienne) qui est sujet de poésie, s'y entrecroisent et se répondent cris d'enfance, cris d'amour, cris de joie, de douleur, de colère, d'espoir, rires aussi parfois... Les éditeurs n'ont pas retenu tous mes textes les plus ouvertement engagés, mais on peut lire dans et entre les lignes la couleur de ce recueil. Si poète est une (des) manière d'être au monde, le poète n'est pas que lui-même, il est un peu de tous, ses sœurs et frères passés présents et à venir. Par mon passé et mon présent je me sens de vous, je vous parle d'un grand nous, toujours. La poésie prend sève et vie quand elle parle à tous, quand elle se donne à dire et épouse maintes salives, on le voit dans les grands moments de colère populaires, elle est dans les manifs quand le peuple en grève a

loisir et force de donner libre cours à sa créativité. La poésie en prise sur le monde réel (tout est réel, les fleurs comme nos bonheurs, nos malheurs et même nos rêves le sont) est qualifiée de « populaire », adjectif, qui en l'état actuel de nos sociétés, est dévalorisé car dangereux pour l'ordre établi : le travailleur n'est pas fait pour rêver – rêver sa vie, quelle dangerosité pour le capital ! Il est fait pour grossir les fortunes de quelques-uns, souvent des lignées de possédants ; on ne lui octroie que le renouvellement de sa force de travail, le plus chichement possible, cela empire tous les jours et de plus on récupère une partie de ce qu'il gagne par le jeu très élaboré de la transformation du progrès en consommation. Le capital ne va tout de même pas faire de pub, donner estrade et porte-voix à cette poésie porteuse d'idéal et source de mieux vivre !

La poésie n'est pas toujours facile d'accès pour le grand public. En tant qu'auteur, que penses-tu qu'il faudrait pour faciliter la rencontre entre les textes, les auteurs et le public ?

« Pas toujours facile la poésie ou pas facile d'accès » me dis-tu à juste titre. Quant à la relation avec le « grand » public, j'aime ce terme, dans la mesure où l'on offre à cet adjectif le sens de vaste et non d'élite. Il faut envisager la chose politiquement. « Le pain et les roses » : C'est de la poésie. C'est notre raison d'être. L'être humain ne se nourrit pas que de pain mais aussi d'art. Pourquoi s'en détourne-t-il ? Encore faut-il que cet art soit « partageux ». Ce qui est appelé poésie actuellement, celle que flattent

les puissances d'argent et leurs commis est souvent désincarnée de la vie, elle n'est plus qu'une émotion limitée à son auteur, souvent désincarnée, alambiquée, peu lisible : une « poésie blanche » comme l'appelle un ami poète. C'est la poésie de quelques-uns pour quelques-uns, reconnue officiellement, éditée parfois luxueusement, et diffusée auprès d'un « grrrrrand public restreint (sic !) ». Elle conduit à écarter le vrai grand monde de sa lecture. La télé, ce merveilleux média, sert davantage l'abêtissement, le contrôle des esprits que l'élévation, tout un pan des cultures en est écarté ou récupéré pour business. L'appauvrissement n'est pas que dans notre porte-monnaie. (Songer à ce « danger » que fut Ferrat, Jean l'Ardéchois, devenu tricard de la télé mais si vivant par le cœur des petites gens.). Cependant les élites dirigeantes ne sont pas seules en cause : parmi nous beaucoup de camarades qui sont prioritairement dans l'action et le difficile quotidien des luttes (respect !) ressentent la Poésie comme stérile voire inutile. À mon avis, ils sont dans l'erreur et, en ce domaine, font le jeu du pouvoir en place. Bien sûr, dans l'Huma, il y a Les Lettres Françaises mais c'est dur à lire non ? C'est intéressant pour qui quand les critères se font universitaires ? La poésie, nous ne pouvons en priver notre peuple, il lui faut les veines de nos rues, les haut-parleurs de nos fêtes, une place dans nos journaux : ouvrir une colonne à ses poètes, ses diseurs, l'intercaler dans le costume parfois si convenu du discours politique pour lui rendre l'Émotion. Souvenons-nous

que dans les époques de luttes intenses, quand l'espoir fut rendue aux travailleurs, dans les moments de liesse populaire, des Jacqueries du Moyen-Âge à Mai 68 en passant par la Commune, elle a toujours fleuri chez les grands chez les petits de la rime, et rencontré son audience. De tout temps elle est notre temps des cerises et nous a offert des Aragon, des Eluard, des Prévert, pour ne parler que des plus émergents qui vécurent nos espoirs, nos tourments et notre foi. Quand l'art qui tambourine dans la poitrine des artistes rejoint la rue et le cœur de tous, c'est que l'émancipation humaine est en train de gagner. Je suis poète... peut-être, mais c'est vous le poème. ■

